



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 57.573/4
du 17 juin 2015

advies 57.573/4
van 17 juni 2015

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'portant
création d'une association de
fait dans le cadre du
déploiement d'un système de
vidéo-protection'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijk
Regering 'tot oprichting van
een feitelijke vereniging met
het oog op de uitrol van een
videoveveiligingssysteem'

Le 26 mai 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant création d'une association de fait dans le cadre du déploiement d'un système de vidéo-protection'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 17 juin 2015. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 juin 2015.

*

Op 26 mei 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering 'tot oprichting van een feitelijke vereniging met het oog op de uitrol van een videoveiligingssysteem'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 17 juni 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Yves DE CORDT en Christian BEHRENDT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 juni 2015.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

1. Le projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant création d'une association de fait dans le cadre du déploiement d'un système de vidéo-protection' vise à constituer une plateforme bruxelloise de vidéo-protection (articles 1^{er} et 4) qui comprendrait en son sein un comité stratégique (article 5).

2. La plateforme comprendrait comme membres de droit, notamment (article 4, § 3) :

– la Société des transports intercommunaux de Bruxelles, instituée par l'ordonnance du 22 novembre 1990 'relative à l'organisation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale,' qui est une société soumise à contrat de gestion ;

– le Service d'incendie et d'aide médicale urgente, institué par l'ordonnance du 19 juillet 1990 'portant création d'un Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale', qui est un OIP ;

– le Port de Bruxelles, institué par l'ordonnance du 3 décembre 1992 'relative à l'exploitation et au développement du canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale', qui est un OIP.

Ces institutions sont créées sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'¹, rendu applicable à la Région bruxelloise par l'article 4 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises'.

Comme la section de législation du Conseil d'État le rappelle généralement,

« L'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose :

'Dans les matières qui relèvent de leurs compétences, les Communautés et les Régions peuvent créer des services décentralisés, des établissements et des entreprises, ou prendre des participations en capital.

Le décret peut accorder aux organismes précités la personnalité juridique et leur permettre de prendre des participations en capital. Sans préjudice de l'article 87, § 4, il en règle la création, la composition, la compétence, le fonctionnement et le contrôle'.

Selon la Cour constitutionnelle,

'En indiquant lui-même dans quelles matières la compétence attribuée aux communautés et aux régions par l'alinéa 1^{er} de l'article 9 ne peut être exercée que par décret, c'est-à-dire en réservant certaines compétences aux autorités législatives des communautés et des régions, le législateur spécial a exprimé une exigence qui doit être

¹ Ci-après « la loi spéciale du 8 août 1980 ».

considérée comme une règle répartitrice de compétences, au sens de l'article 1^{er}, 1°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

[...] La règle de compétence de l'article 9 précité, aux termes duquel il appartient au législateur décrétal de régler la création, la composition, la compétence, le fonctionnement et le contrôle de ses établissements propres – [...] – oblige le législateur décrétal à fixer les règles de base. Elle ne l'empêche toutefois pas de confier l'affinement de ces règles de base au pouvoir exécutif².

Il convient donc d'être particulièrement attentif au fait que c'est au législateur décrétal qu'il appartient de régler la création, la composition, la compétence, le fonctionnement et le contrôle de l'Agence pour l'entreprise et l'innovation'.

Dans ces matières, aucun pouvoir normatif ne peut, en principe, être délégué au Gouvernement, ce qui n'empêche évidemment pas que celui-ci arrête des mesures de détail ou de simple exécution ou soit amené à affiner les règles de base déterminées par le législateur »³.

L'implication d'institutions, créées sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980, dans la plateforme que le projet envisage de créer ne peut donc prendre la forme d'une association de fait compte tenu des obligations qui pèseront sur elles à la suite de l'entrée en vigueur du projet.

Conformément à l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980, le dispositif en projet ne peut être envisagé que sur la base d'une ordonnance et doit satisfaire aux exigences de cette obligation.

Enfin, il ne résulte d'aucun texte de nature législative visé au préambule que le projet d'arrêté puisse y trouver un fondement juridique.

² Note de bas de page 3 de l'avis 53.940/2 : Voir C.C., 31 mai 2001, n° 75/2001, B.10 et B.11 ; s'agissant, dans le cadre de l'article 9 de la loi spéciale, de la répartition des compétences entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, voir aussi C.C., 14 juillet 1997, n° 39/97, B.5.2 à B.5.3.3 ; lu dans la perspective de l'arrêt n° 75/2001, et dans la mesure où l'habilitation qui était donnée au Gouvernement ne revenait à rien d'autre qu'à lui permettre de concrétiser une règle de base arrêtée par le législateur, il ne peut être déduit de l'arrêt n° 39/97 que les matières réservées au législateur décrétal par l'article 9 de la loi spéciale pourraient toujours être déléguées au Gouvernement à la condition que les arrêtés pris par celui-ci soient confirmés par le législateur.

³ Avis 53.940/2 donné le 11 septembre 2013 sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 28 novembre 2013 'portant création de l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation, en abrégé : A.E.I.' (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2013-2014, n° 876/1, pp. 14-17). Voir également, notamment, l'avis 56.710/2 donné le 5 novembre 2014 sur un avant-projet devenu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 mars 2015 'portant assentiment à l'accord de coopération du 18 avril 2014 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la Structure de Coordination de l'information patrimoniale' (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2014-2015, n° A-77, pp. 6-15) ; l'avis 56.733/2 donné le 12 novembre 2014 sur un avant-projet devenu l'ordonnance du 28 mai 2015 'créant un organisme d'intérêt public centralisant la gestion de la politique de prévention et de sécurité en Région de Bruxelles-Capitale' (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2014-2015, n° A-118, pp. 26-29) ; l'avis 56.754/2 donné le 3 novembre 2014 sur un avant-projet devenu le décret-programme de la Communauté française du 17 décembre 2014 'portant diverses mesures relatives aux fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, aux dotations et subventions à certains organismes sous contrat de gestion, à l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, aux Infrastructures, à l'Enfance, à la Culture, à la Jeunesse, aux conditions d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, à l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, au financement de l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire et à la Recherche' (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2014-2015, n° 47/1, pp. 61-84, observation sous l'article 27).

3. Par ailleurs, la section de législation attire dès à présent l'attention de l'auteur du projet sur ce que la plateforme envisagée a pour objet, comme l'indique le préambule du projet comme la Note aux membres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, de mutualiser les images collectées par les caméras de vidéo-protection des différentes institutions publiques. Cette mutualisation a nécessairement une incidence sur la vie privée, comme le révèle la volonté des auteurs du projet de respecter la loi du 8 décembre 1992 'relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel', ainsi le fait que l'avis de la Commission de la protection de la vie privée a été demandé sur le texte du projet.

Or il résulte de l'article 22 de la Constitution que seul le législateur peut modaliser le droit à la vie privée.

4. À côté des membres de droit de la plateforme (article 4, § 3), le projet examiné prévoit la présence de membres adhérents, les six zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale (article 4, § 4), ainsi que de membres potentiels, la Société nationale des chemins de fer et la Police fédérale (article 4, § 5).

Comme la section de législation l'a rappelé notamment dans son avis 55.264/4 donné le 3 mars 2014 sur un avant-projet devenu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-capitale du 8 mai 2014 'portant création et organisation d'un intégrateur de services régional',

« Dans l'avis 51.044/2 donné le 4 avril 2012 la section de législation a observé au sujet de dispositions analogues figurant dans l'avant-projet de loi devenu la loi du 15 août 2012 'relative à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services fédéral' ⁴:

'En effet, si l'intention des auteurs de l'avant-projet est de viser également des intégrateurs de services qui dépendent d'un autre niveau de pouvoir que l'État fédéral, il convient d'être attentif au principe de l'autonomie réciproque de l'État fédéral, des communautés et des régions. Ce principe interdit notamment d'imposer à ces 'intégrateurs de services' de communiquer des données ou de participer au comité de concertation des intégrateurs de services en projet.

Diverses dispositions de l'avant-projet, dont les articles 4 et 8, devraient dans cette hypothèse être revus afin de mieux affirmer que la participation de tels 'intégrateurs de services', qui ne relèvent pas de la compétence fédérale, ne peut se faire que sur une base volontaire et qu'aucun pouvoir d'autorité ne peut leur être unilatéralement conféré, comme c'est le cas, par exemple, à l'article 16 de l'avant-projet. Le chapitre V devrait également être revu afin de ne prévoir qu'une participation facultative de ces intégrateurs de services au sein des comités mis en place par l'avant-projet.

Si l'intention est au contraire d'imposer une telle participation, il y a lieu de respecter l'article 92ter, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

Si, toutefois, l'intention des auteurs de l'avant-projet est, comme cela ressort de la philosophie d'ensemble du texte ainsi que du renvoi exprès, à l'article 2, 1^o, de l'avant-projet, à la notion 'd'instance' chargée 'par ou en vertu de la loi', de donner à celui-ci une portée exclusivement fédérale, mieux vaut éviter dans l'exposé des motifs et le commentaire des articles de faire mention, même à titre d'exemple, d'organismes qui

⁴ Note de bas de page 5 de l'avis cité : Doc. parl., Chambre, 2011-2012, n° 2223/001, pp. 55-66.

dépendent d'autres niveaux de pouvoir. Par contre, l'exposé des motifs gagnerait à mieux identifier dès à présent quels sont, au niveau fédéral, les intégrateurs des services existants et, à ce titre, concernés par diverses dispositions de l'avant-projet' ».

Tel qu'il est rédigé, l'article 4, §§ 4 et 5, du projet ne méconnaît pas l'article 92*ter* de la loi spéciale du 8 août 1980, puisque les autorités ne relevant pas de la Région de Bruxelles-Capitale ne se voient pas imposer la participation à la plateforme.

La logique de la création de cette plateforme, telle qu'elle résulte de la Note aux membres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, mais également des missions assignées à celle-ci par l'article 4, § 2, 1°, à savoir « rassembler les différentes institutions publiques », amène toutefois à envisager que la participation de toutes les institutions publiques concernées, quelle que soit l'autorité dont elles dépendent, est indispensable pour le bon fonctionnement de la plateforme. Dans ce cas, s'il devait finalement être décidé que la participation d'institutions publiques relevant d'autres autorités que la Région de Bruxelles-Capitale est obligatoire, alors la conclusion d'un accord de coopération, conformément à l'article 92*bis* de la loi spéciale du 8 août 1980 s'avèrera nécessaire.

5. Compte tenu des observations fondamentales qui précèdent, le texte n'a pas été examiné plus avant.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. Het ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘tot oprichting van een feitelijke vereniging met het oog op de uitrol van een videobeveiligingssysteem’ strekt ertoe een Brussels videobeveiligingsplatform in te stellen (artikelen 1 en 4) dat een strategisch comité zou omvatten (artikel 5).

2. Onder andere de volgende instanties zouden van rechtswege lid zijn van dat platform (artikel 4, § 3):

- de Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer van Brussel, opgericht bij de ordonnantie van 22 november 1990 ‘betreffende de organisatie van het openbaar vervoer in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest’, waarvoor een beheersovereenkomst geldt;

- de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, opgericht bij de ordonnantie van 19 juli 1990 ‘houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp’, die een ION is;

- de Haven van Brussel, opgericht bij de ordonnantie van 3 december 1992 ‘betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de haven, de voorhaven en de aanhorigheden ervan in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest’, die een ION is.

Die instellingen zijn opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’,¹ dat bij artikel 4 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’ op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toepasselijk is gemaakt.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State merkt in dat verband doorgaans het volgende op:

“Artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen luidt als volgt:

‘In de aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren, kunnen de Gemeenschappen en de Gewesten gedecentraliseerde diensten, instellingen en ondernemingen oprichten of kapitaalsparticipaties nemen.

Het decreet kan aan voornoemde organismen rechtspersoonlijkheid toekennen en hun toelaten kapitaalsparticipaties te nemen. Onverminderd artikel 87, § 4, regelt het hun oprichting, samenstelling, bevoegdheid, werking en toezicht’.

¹ Hierna “de bijzondere wet van 8 augustus 1980” genoemd.

Het Grondwettelijk Hof stelt het volgende:

‘Door zelf aan te geven in welke aangelegenheden de bij het eerste lid van artikel 9 aan de gemeenschappen en de gewesten toegewezen bevoegdheid slechts bij decreet kan worden uitgeoefend, dit wil zeggen door sommige bevoegdheden aan de wetgevende overheden van de gemeenschappen en de gewesten voor te behouden, heeft de bijzondere wetgever een eis tot uitdrukking gebracht die moet worden beschouwd als een bevoegdheidverdelende regel in de zin van artikel 1, 1°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

[...] De bevoegdheidsregel van voormeld artikel 9, luidens hetwelk het aan de decreetgever staat de oprichting, samenstelling, bevoegdheid, werking en toezicht van de eigen instellingen te regelen – [...] – verplicht de decreetgever ertoe de basisregels daarvan vast te stellen. Die regel staat evenwel niet eraan in de weg dat hij de nadere uitwerking van die basisregels aan de uitvoerende macht overlaat’.²

Er moet dus bijzondere aandacht worden besteed aan het feit dat de decreetgever bevoegd is de oprichting, de samenstelling, de bevoegdheid, en de werking van alsook het toezicht op het ‘Agentschap Ondernemen en Innoveren’ te regelen.

In die aangelegenheden kan in principe geen enkele regelgevende bevoegdheid aan de Regering worden gedelegeerd, wat er uiteraard niet aan in de weg staat dat zij maatregelen uitvaardigt inzake detailkwesties of in verband met de loutere tenuitvoerlegging, of dat ze de basisregels die de wetgever heeft vastgesteld, verder verfijnt’.³

Aan de betrokkenheid van de instellingen die op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zijn opgericht, in het platform dat bij het ontwerp wordt opgericht, kan dus niet de vorm van een feitelijke vereniging worden gegeven, gelet op de verplichtingen die na de inwerkingtreding van het ontwerp op die instellingen zullen rusten.

² Voetnoot 3 van advies 53.940/2: Zie GwH 31 mei 2001, nr. 75/2001, B.10 en B.11; zie in verband met de bevoegdheidsverdeling tussen de wetgevende en de uitvoerende macht in het kader van artikel 9 van de bijzondere wet, tevens GwH 14 juli 1997, nr. 39/97, B.5.2 tot B.5.3.3; in het licht van arrest nr. 75/2001 en voor zover de machtiging verleend aan de Regering louter inhield dat de Regering een basisregel ten uitvoer kon leggen die de wetgever had uitgevaardigd, kan uit arrest nr. 39/97 niet worden afgeleid dat de aangelegenheden die krachtens artikel 9 van de bijzondere wet alleen door de decreetgever geregeld kunnen worden, nog steeds zouden kunnen worden gedelegeerd aan de Regering op voorwaarde dat de besluiten van die Regering door de wetgever worden bekrachtigd.

³ Advies 53.940/2, op 11 september 2013 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van het Waals Gewest van 28 november 2013 ‘houdende oprichting van het "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" (Agentschap Ondernemen en Innoveren), afgekort : A.E.I.’ (Parl.St. W.Parl. 2013-14, nr. 876/1, 14-17). Zie tevens inzonderheid advies 56.710/2, op 5 november 2014 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 maart 2015 ‘houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 18 april 2014 tussen de federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de Coördinatiestructuur voor patrimoniuminformatie’ (Parl.St. Br.Parl. 2014-15, nr. A-77, 6-15); advies 56.733/2, op 12 november 2014 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de ordonnantie van 28 mei 2015 ‘tot oprichting van een instelling van openbaar nut waarin het beheer van het preventie- en veiligheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is samengebracht’ (Parl.St. Br.Parl. 2014-15, nr. A-118, 26-29); advies 56.754/2, op 3 november 2014 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het programmadecreet van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 ‘houdende diverse maatregelen betreffende de begrotingsfondsen opgenomen in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, de dotaties en subsidies toegekend aan sommige instellingen met een beheersovereenkomst, het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, de Infrastructuur, het Kleine Kind, de Cultuur, de Jeugd, de voorwaarden voor de toekenning van de gelijkwaardigheid van diploma's en studiegetuigschriften uit het buitenland, de “Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES)”, de financiering van het universitair hoger onderwijs en het Onderzoek’ (Parl.St. Fr.Parl. 2014-15, nr. 47/1, 61-84, opmerking betreffende artikel 27).

Overeenkomstig artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 kan het ontworpen dispositief dus enkel worden geconcipieerd op basis van een ordonnantie, en moet het dus aan die verplichting voldoen.

Ten slotte blijkt uit geen enkele wetgevende tekst die in de aanhef wordt vermeld, dat het ontwerpbesluit daaraan zijn rechtsgrond kan ontlelen.

3. Voorts wijst de afdeling Wetgeving de steller van het ontwerp er nu reeds op dat het geplande platform ertoe strekt de beelden gemaakt door de videobeveiligingscamera's van de onderscheiden openbare instellingen te delen, zoals aangegeven wordt in de aanhef van het ontwerp en in de nota aan de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. De uitwisseling van die beelden heeft noodzakelijkerwijs een weerslag op het privéleven, zoals blijkt uit het streven van de stellers van het ontwerp om de wet van 8 december 1992 'tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens' na te leven, alsook uit het feit dat de tekst om advies is voorgelegd aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Uit artikel 22 van de Grondwet volgt echter dat enkel de wetgever nadere regels mag vaststellen inzake het recht op eerbiediging van het privéleven.

4. Naast de leden die van rechtswege deel uitmaken van het platform (artikel 4, § 3), voorziet het voorliggende ontwerp in de aanwezigheid van toetredende leden, de zes politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (artikel 4, § 4), alsook van potentiële leden, de Nationale Maatschappij van de Belgische Spoorwegen en de federale politie (artikel 4, § 5).

De afdeling Wetgeving heeft het volgende opgemerkt, inzonderheid in haar advies 55.264/4, op 3 maart 2014 gegeven over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 8 mei 2014 'betreffende de oprichting en organisatie van een gewestelijke dienstenintegrator':

"In advies 51.044/2 van 4 april 2012 heeft de afdeling Wetgeving met betrekking tot soortgelijke bepalingen in het voorontwerp van wet dat aanleiding gegeven heeft tot de wet van 15 augustus 2012 'houdende oprichting en organisatie van een federale dienstenintegrator', het volgende gesteld:⁴

'Immers moet, indien de bedoeling van de stellers van het voorontwerp erin bestaat daarbij eveneens de dienstenintegratoren te betrekken die onder een ander beleidsniveau ressorteren dan de federale Staat, het beginsel van de onderlinge autonomie van de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten in acht worden genomen. Dit beginsel verbiedt onder meer dat deze 'dienstenintegratoren' de verplichting wordt opgelegd gegevens mee te delen aan of te participeren in het ontworpen overlegcomité van de dienstenintegratoren.

In dat geval dienen verscheidene bepalingen van het voorontwerp, waaronder de artikelen 4 en 8, aldus herzien te worden, dat duidelijker wordt gesteld dat de participatie van zulke 'dienstenintegratoren' die niet onder de federale overheid ressorteren alleen op een vrijwillige basis kan plaatshebben en dat hun geen enkel openbaar gezag eenzijdig kan worden toegekend, zoals bijvoorbeeld het geval is met artikel 16 van het

⁴ Voetnoot 5 van het geciteerde advies: *Parl.St. Kamer*, 2011-12, nr. 2223/001, 55-66.

voorontwerp. Tevens dient hoofdstuk V te worden herzien, zodat wordt voorgeschreven dat deze dienstenintegratoren slechts facultatief participeren in de comités ingevoerd bij het voorontwerp.

Indien het daarentegen de bedoeling is om een zodanige participatie op te leggen, moet artikel 92*ter*, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ in acht worden genomen.

Indien het evenwel de bedoeling is van de stellers van het voorontwerp, zoals blijkt uit de algemene opzet van de tekst en uit de uitdrukkelijke bewoordingen van artikel 2, 1°, van het voorontwerp, te weten de woorden ‘instantie die door of krachtens de wet belast is’, dat aan dit voorontwerp uitsluitend een federale draagwijdte wordt gegeven, is het beter om in de memorie van toelichting en in de artikelsgewijze bespreking niet te verwijzen naar organisaties die onder andere beleidsniveaus ressorteren, ook niet bij wijze van voorbeeld. Daarentegen verdient het aanbeveling om in de memorie van toelichting nu reeds duidelijker te omschrijven welke op federaal niveau de bestaande dienstenintegratoren zijn die in die hoedanigheid vallen onder een aantal bepalingen van het voorontwerp”.

Zoals in de huidige lezing van artikel 4, §§ 4 en 5, van het ontwerp gesteld is, wordt dus niet voorbijgegaan aan artikel 92*ter* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, aangezien de overheden die niet onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vallen, niet verplicht worden aan het platform deel te nemen.

De logica achter de oprichting van dat platform, zoals die blijkt uit de nota aan de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering maar ook uit de opdrachten die bij artikel 4, § 2, 1°, aan dat platform worden toegekend, namelijk “de verschillende openbare instellingen samen te brengen”, leidt evenwel tot het inzicht dat de deelname van alle openbare instellingen in kwestie, ongeacht de overheid waaronder ze ressorteren, onontbeerlijk is voor de goede werking van het platform. Indien uiteindelijk mocht worden besloten dat de deelname van openbare instellingen die onder een andere overheid dan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ressorteren verplicht is, zal in dat geval een samenwerkingsakkoord gesloten moeten worden, overeenkomstig artikel 92*bis* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

5. Gelet op de voorgaande fundamentele opmerkingen, is de tekst niet verder onderzocht.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY